L'évolution technique, facteur de compétitivité et source de tensions

Autor(en): **Neirynck, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **52 (1994)**

Heft 4: **Concurrence et compétitivité**

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-140329

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'ÉVOLUTION TECHNIQUE, FACTEUR DE COMPÉTITIVITÉ ET SOURCE DE TENSIONS

Jacques NEIRYNCK
Professeur
Ecole polytechnique fédérale
Lausanne

Les technologies sont-elles des facteurs essentiels de la compétitivité des entreprises ou bien des sources de chômage et de tensions sociales?

Le simple fait de poser cette question sous la forme d'un choix entre deux résultats diamétralement opposés montre bien que la technique est toujours perçue de façon extrême soit comme positive, soit comme négative. Selon l'option choisie on en déduit que le progrès de la technique doit être encouragé, thèse défendue unanimement par les chefs d'entreprise, les syndicats ou les hommes politiques, ou bien qu'il doit être freiné, thèse des écologistes.

Plus subtilement encore, cette question, posée sous cette forme, vide le débat de son sens. Comme aucun observateur ne peut nier que la compétitivité dépende effectivement des technologies, on a tendance à considérer le progrès technique comme intrinsèquement positif, tout en comportant un certain nombre d'inconvénients plus ou moins inévitables. La technique est positive malgré quelques aspects négatifs.

L'auteur préfère l'attitude prônée par Kranzberg : *le développement de la technique n'est ni positif, ni négatif, ni neutre*. Il apparaît intrinsèquement comme *ambivalent*, à la fois positif et négatif, et comme *ambigu*, parce qu'il est impossible de prévoir ce qui sera positif ou négatif.

Il faut bannir le concept de progrès technique

La simple utilisation du terme *progrès technique* brouille d'emblée un débat délicat. En français, il recouvre à la fois l'idée de *progrès de la technique* et celle de *progrès par la technique*. Cet usage irréfléchi s'inscrit en réalité dans une idéologie implicite de progrès : la promesse mythologique d'une humanité rendue parfaitement heureuse par l'effet automatique du perfectionnement de son savoir scientifique et de son savoir-faire technique : tout progrès de la technique implique un progrès par la technique.

On peut en trouver les traces les plus lointaines dans la tradition judéo-chrétienne, la voir s'affirmer à la Renaissance, éclater en pleine force durant le Siècle des Lumières

et devenir une véritable religion durant le XIXe siècle avec des thuriféraires aussi divers que Jules Verne ou Lénine.

Pour éviter tout jugement de valeur, il vaut mieux parler d'*évolution technique*. En effet, il apparaît que le développement de la technique apporte à la fois des méfaits et des bienfaits, inextricablement liés : c'est son caractère ambivalent. Il n'est pas possible de déterminer par une réflexion *a priori* les bons et les mauvais usages d'une technique, qui serait intrinsèquement neutre et qui aurait des effets positifs ou négatifs selon la rectitude du choix. Lors d'une évolution technique accélérée, les normes politiques ou morales, caractérisées par une inertie évidente, ne constituent plus une référence assurée et l'élaboration de nouvelles normes apparaît comme une entreprise précaire, affligée d'incertitudes considérables : c'est son caractère ambigu.

Dès lors il n'est pas possible de découvrir les bienfaits sans expérimenter les méfaits puisqu'il n'est pas possible de prévoir ce qui sera positif et ce qui sera négatif ; le management en matière de technique est expérimental ou bien il est irréaliste.

Il s'agit bien d'une évolution similaire à l'évolution biologique. Rappelons que celle-ci fonctionne par la combinaison de trois mécanismes :

• l'apparition de variations entre les individus d'une espèce, mécanisme créateur purement aléatoire ;

• la sélection des variations les plus intéressantes par la lutte pour la survie, mécanisme destructeur des individus inadaptés ;

• la préservation de ces variations par l'hérédité, mécanisme conservateur.

Le second de ces mécanismes constitue un scandale pour un esprit occidental pétri de rationalisme. Les idées de Darwin ont eu et ont toujours bien de la peine à s'imposer parce qu'elles bouleversent le consensus philosophique de notre société, toujours plus ou moins imprégnée du mythe d'une création ordonnée et contrôlée à des fins positives. Le paradoxe du darwinisme tient à ce que l'étape destructrice est essentielle au fonctionnement global : l'évolution apparaît comme positive parce qu'elle comporte des aspects négatifs.

L'évolution technique obéit à des règles qui ne diffèrent guère des précédentes :

• le surgissement de nouvelles techniques suite à des essais aléatoires ;

• la sélection des techniques réellement utiles par la compétition économique ;

• la transmission de ces techniques par l'apprentissage, l'enseignement et les publications.

La seule véritable différence entre les deux évolutions porte sur la relation entre le corps et l'environnement :

• le but de l'évolution biologique est d'adapter le corps à l'environnement ;

• le but de l'évolution technique est d'adapter l'environnement au corps.

Dans les deux cas, l'objectif de l'évolution est la survie d'une espèce. Il faut donc un mécanisme qui assure le tri entre les essais réussis et ratés : il ne peut pas fonctionner sans qu'il y ait effectivement des résultats positifs et d'autres qui soient négatifs. Les aspects négatifs de l'évolution technique ne sont pas la rançon de la stupidité ou de la méchanceté des hommes : ils sont intrinsèquement liés à tout processus évolutif fonctionnant par essais aléatoires et rejet des essais ratés.

On voit mieux dans cette perspective pourquoi même le terme *progrès de la technique* est déjà ambigu : quelle norme permettrait d'affirmer qu'un développement de la technique, même considéré en soi, constitue un progrès? Il faut se souvenir que les mécanismes évolutifs n'ont pas pour but de maintenir indéfiniment une espèce mais plutôt de promouvoir la vie par une succession d'espèces adaptées à un milieu physique changeant. Ce serait une erreur de croire que l'évolution technique prolongera notre espèce au delà de son terme purement biologique : ce pourrait être aussi le mécanisme d'autodestruction de la seule espèce étroitement spécialisée dans une évolution technique.

Face à cette réalité, l'analyse économique doit s'abstenir d'une tentation constante qui consiste à supposer que l'évolution technique pourrait se poursuivre en sautant la deuxième phase qui crée des formes adaptées par l'élimination des formes inadaptées. Les systèmes économiques centralisés et planifiés qui ont essayé d'économiser cette phase destructrice ont complètement échoué parce qu'ils ont de fait contrecarré l'évolution technique en croyant pouvoir la guider.

Dès lors, on peut déjà répondre à l'interrogation de ce colloque en suggérant que les technologies sont des facteurs essentiels de compétitivité *et* des sources de chômage. Il n'y a aucune contradiction à accepter les deux termes de l'alternative.

L'évolution technique procède par mutations brutales

La première thèse souligne que l'évolution technique est un phénomène complexe, cruel et nécessaire. On découvre vite qu'elle ne se déroule pas de façon harmonieuse et continue, mais qu'elle procède au contraire par une alternance de périodes fastes et d'époques décadentes :

• les premières se caractérisent par un *système technique stable,* une économie d'abondance et une population équilibrée. Un système technique stable fut, par exemple, celui du royaume d'Égypte à l'époque des pharaons : il dura 27 siècles, pratiquement sans produire d'innovations techniques significatives, sans même emprunter systématiquement aux systèmes techniques du voisinage et en doublant la population.

• les secondes sont caractérisées par une *crise* brutale, une régression culturelle et une décroissance de la population suite aux mécanismes naturels résultant de la pénurie,

guerres, famines et épidémies, dont l'effet est de restaurer l'équilibre entre les ressources et les consommateurs de celles-ci. Parmi bien d'autres exemples de crises, on peut citer le IVe siècle de notre ère qui vit l'effondrement de l'empire romain et le XIVe siècle durant lequel la société médiévale sortit d'une période d'abondance pour entrer dans une époque troublée qui s'étendit jusqu'à la première révolution industrielle.

• le passage des périodes de crise aux périodes d'abondance s'opère grâce à des *révolutions techniques* : par la vertu d'une ou plusieurs inventions majeures, des ressources négligées jusqu'alors sont exploitées et permettent à une population plus nombreuse de vivre dans l'abondance. Les grandes révolutions techniques sont celles de l'invention du feu voici 1 million d'années, la révolution néolithique avec l'introduction de l'agriculture et de l'élevage voici dix mille ans, la révolution du moyen âge européen avec l'invention du collier d'épaule, de la roue hydraulique et de l'assolement triennal, enfin les trois révolutions industrielles qui se sont succédées depuis le XVIIIe siècle.

Pourquoi une révolution technique se déclenche-t-elle? On ne peut se satisfaire de réponses vagues qui font allusion à la curiosité de l'esprit humain, au désir de puissance, à la tyrannie du profit. A un certain niveau d'analyse, on retrouve naturellement ces facteurs. Mais il reste qu'une société n'a aucune propension à changer son système technique si elle n'en éprouve pas le besoin impérieux ou plus exactement si elle n'est pas desservie par le système précédent : elle ne réussit cette mutation que dans la mesure où sa culture lui donne les outils pour opérer la révolution sociale qui accompagne nécessairement la mutation technique.

On peut analyser ainsi la grande mutation qu'ont représentés l'agriculture, l'élevage, la sédentarisation lors de la révolution néolithique : des chasseurs satisfaits de leur sort ne se seraient pas mués spontanément en agriculteurs, astreints à une tâche harassante et monotone, s'ils n'y avaient été poussés par la raréfaction du gibier et la densité croissante de la population humaine. Nul ne bouleverse son style de vie aussi longtemps qu'il en est raisonnablement satisfait.

Il en a été de même pour la révolution industrielle. Depuis le XIVe siècle, l'Europe était devenue le lieu de guerres incessantes, sous prétexte de religion, et l'origine d'une émigration importante vers l'Amérique. En effet, les terres, les mines et les forêts étaient épuisées par une population trop abondante : la compétition pour les ressources rendait le système technique médiéval, essentiellement agricole, tout à fait insuffisant par rapport aux besoins. Quels qu'aient pu être les dangers de l'exploitation du charbon, il a fallu les courir : l'utilisation de la machine à vapeur permit à la fois de réaliser une extraction massive de charbon et de se fournir à elle-même son combustible. De fil en aiguille, la solution au problème de l'énergie a entraîné une foule d'innovations.

La défaillance d'un système technique particulier ne signifie pas la fin de l'évolution technique mais au contraire sa relance. La technique d'aujourd'hui n'a été maîtrisée qu'aux prix d'efforts pénibles, accomplis souvent dans des circonstances

dramatiques. La technique n'est pas un don gratuit. Les tensions sociales actuelles signifient que nous sommes en pleine révolution technique, comme le laisse supposer le sentiment d'accélération éprouvé par tout le monde. Normalement, cette période doit mener à la suppression de pans entiers du système technique antérieur : l'objectif immédiat pourrait consister à donner de meilleures chances de survie à l'espèce humaine en sacrifiant au passage certaines couches de certaines générations. Les technologies neuves sont essentielles à la compétitivité non pas malgré les tensions sociales mais à cause des tensions sociales.

Une révolution technique n'a pas nécessairement des effets positifs sur l'économie globale

Contrairement à ce que l'idéologie productiviste soutient naïvement, il ne suffit pas d'innover en technique pour créer automatiquement les conditions du bien-être pour le plus grand nombre. Il suffit de considérer le paysage planétaire pour réaliser que les pays développés souffrent de chômage et les pays sous-développés de famine. Dans un système économique que personne ne comprend vraiment, il y a coexistence de pénuries et de surproductions. Sans prétendre épuiser le sujet, on peut au moins établir une distinction élémentaire entre trois types d'innovations techniques dont les effets économiques sont très différents.

• L'*innovation de procédé* (bureautique, robotique, chaîne de montage) modifie fondamentalement les méthodes de production en accroissant la productivité et en baissant les prix. Elle accroît donc l'offre d'un certain produit et permet de satisfaire une demande croissante pour autant que le marché de ce produit ne soit pas déjà saturé. Si la demande croît moins que la productivité, elle engendre du chômage. Il s'agit donc d'un progrès de la technique dont les effets peuvent être pervers en créant du chômage, en diminuant le pouvoir d'achat d'une fraction de la population et en faisant décroître la demande générale.

• L'*innovation radicale de consommation* (auto, TV, magnétoscope) crée un besoin tout à fait nouveau, jamais expérimenté dans la société antérieure. Elle transforme significativement le mode de vie et la culture ; elle engendre un nouveau secteur industriel qui crée des emplois et injecte un pouvoir d'achat nouveau. Les deux phénomènes se répondent mutuellement : à un nouveau besoin correspondent de nouvelles ressources. Il n'y a pas d'effet pervers.

• L'*innovation secondaire de consommation* consiste soit à améliorer un produit existant (voiture moins polluante, TGV, avion à réaction, TV couleur), soit à remplacer un produit existant (traitement de texte au lieu de machine à écrire, disque compact au lieu de disque noir, montre électronique au lieu de montre mécanique). Les effets de telles innovations sont complexes : dans certain cas on peut créer une demande supplémentaire, dans d'autres on peut supprimer des emplois (remplacer une secrétaire par un

mini-ordinateur). De toute façon, des investissements existants deviennent périmés et des travailleurs qualifiés perdent soudain toute valeur sur le marché de l'emploi.

En résumé, il ne suffit pas d'innover pour créer une prospérité supplémentaire. Il ne suffit pas non plus de ne pas innover pour conserver les positions acquises puisque la concurrence s'exerce de plus en plus sur un seul marché aux dimensions de la planète. Une entreprise qui veut survivre ne peut dédaigner ni les innovations de procédé, ni les innovation de consommation.

L'évolution technique n'engendre pas automatiquement le bien-être global. Il n'y a pas identité entre développement de la technique et création de richesse. En d'autres mots, les entreprises, considérées individuellement, n'ont guère le choix : si elle ne suivent pas l'évolution technique, si elles n'acceptent pas d'en être les objets, elles disparaissent en tant qu'entreprises. En ce sens, il est vrai que les technologies neuves, adaptées aux circonstances locales, sont indispensables à la compétitivité de l'entreprise. Cependant il est tout aussi vrai qu'elles peuvent nuire à la société au sens large. Le but du phénomène évolutif global n'est pas la pérennité d'une espèce particulière.

La culture détermine les révolutions techniques et est déterminée par celles-ci

Pourquoi une révolution technique se déclenche-t-elle? Plus haut nous avons défini les conditions matérielles qui rendent nécessaire son déclenchement, à savoir l'incapacité du système technique précédent de satisfaire les besoins de la population existante. Il reste que, face à ce défi, toutes les sociétés ne réussissent pas. La pénurie est une condition nécessaire mais non suffisante. Quels sont les facteurs qui permettent d'inventer un nouveau système technique? Une société ne réussit cette mutation que dans la mesure où sa culture lui donne les outils pour opérer la révolution sociale qui accompagne nécessairement la mutation technique, qui l'anticipe, l'accompagne et la prolonge.

La première révolution industrielle s'est déroulée de 1750 à 1850 en Angleterre de façon quasiment exclusive sans doute parce que, à cette époque, il s'agissait du seul grand pays jouissant d'un régime de démocratie parlementaire, qui répartissait convenablement la charge des impôts, qui garantissait des droits égaux pour tous les citoyens et qui récompensait les mérites des innovateurs.

De même, on peut tracer l'origine sociale de la seconde révolution industrielle de 1850 à 1940 dans le précoce effort de formation à tous les niveaux entrepris en Allemagne, depuis l'enseignement primaire obligatoire et gratuit (1715) jusqu'aux premières écoles universitaires d'ingénieurs (1820), en passant par l'apprentissage, les publications et les revues techniques.

Enfin, le centre de la troisième révolution industrielle s'est déplacé d'Europe en Amérique dès la seconde guerre mondiale parce que les États-Unis ont été le seul pays

garantissant un refuge aux minorités raciales ou religieuses fuyant la persécution nazie ou communiste. En sens inverse, le déclin relatif des États-Unis mesure actuellement l'incapacité de ce pays à former convenablement les jeunes dès le niveau secondaire, pour ne pas parler de l'enseignement professionnel, des plus sommaires.

En matière de valeurs, *une révolution technique n'est donc pas neutre* : bien au contraire, elle n'est possible que dans un certain contexte culturel, elle bouleverse celui-ci et elle pose de nouvelles interrogations, qu'il n'est pas possible d'évacuer sans perdre le droit fil de l'évolution et se retrouver parmi les victimes de celle-ci. Paradoxalement, le meilleur moyen de demeurer sur la crête de l'évolution technique consiste à surveiller de près l'évolution culturelle.

On ne décrète donc pas le progrès de la technique. La formule léniniste selon laquelle "le communisme est le pouvoir des Soviets plus l'électrification du pays" est naïve parce qu'elle juxtapose un régime politique autoritaire et le développement de la technique comme s'il s'agissait de deux réalités autonomes. La suite des événements a montré qu'il n'est pas de progrès possible pour la technique au sein d'un régime dictatorial et policier. On peut aisément en énumérer les raisons détaillées : difficultés de se renseigner, de communiquer, de voyager pour les chercheurs ; investissements disproportionnés dans le secteur militaire ou dans des activités de pur prestige ; fuite ou expulsion à l'étranger des meilleurs chercheurs, contestataires par définition ; promotions assurées à des chercheurs médiocres mais politiquement sûrs ; résistance passive, paresse, ivrognerie de la masse des travailleurs.

La défunte Union Soviétique constitue bien évidemment un cas d'école, particulièrement démonstratif de discordance entre une politique volontariste de développement de la technique et des résultats déplorables. Mais on pourrait en dire autant de la plupart des régimes du tiers monde, qui n'ont le plus souvent de démocratique ou de socialiste que l'étiquette. Ici aussi, la corruption des fonctionnaires, le despotisme des politiciens et le gaspillage des ressources bloquent tout espoir de développement. Le concept de transfert des technologies du Nord au Sud s'est révélé un mythe fallacieux. On ne peut pas exporter la technique toute seule sans son substrat culturel, mais une culture ne s'exporte pas non plus comme s'il s'agissait d'une simple marchandise. Coloniser un pays vierge au centre de l'Afrique pendant trois quarts de siècle permet tout juste d'ébranler l'ordre antérieur sans donner le temps d'en établir un nouveau.

Le noeud méconnu de l'histoire contemporaine est le lien fort qui unit l'évolution technique et le développement culturel, pour le meilleur et pour le pire dans une relation bilatérale de cause à effet. Sans préalable culturel, aucun progrès technique n'est possible et le transfert de technologie n'est même pas réalisable. En sens inverse, sans les moyens matériels fournis par le développement technique, sans les défis lancés par celui-ci, la culture stagne, se répète, s'ankylose et s'atrophie. En dernière analyse, la superstructure culturelle édifiée par l'homme sur un substrat animal résulte d'une

évolution singulière, qui met notre espèce à part de toutes les autres. Le droit fil de la culture détermine la culture dominante, par la force des choses c'est-à-dire par l'élimination des autres : c'est d'abord celle qui réussit mieux que les autres, puis la seule qui survit.

Le défi actuel consiste à inventer d'abord une culture, puis un système technique

Aujourd'hui, la société dans laquelle nous vivons n'a ni projet, ni existence en dehors du contexte économique et l'homme se résume à sa fonction de consommateur. L'État est prié d'aménager les infrastructures d'un destin aléatoire et insignifiant. La doctrine se résume à la loi du marché qu'il est indécent de contester même lorsqu'il semble qu'elle soit contestable. Cette loi du marché constitue la résultante des décisions d'une foule indistincte de consommateurs, une nébuleuse de fantasmes, un magma d'égoïsmes. L'homme consommateur existe par lui et pour lui. Forcément, il est seul et angoissé. L'exaltation de son intérêt individuel n'assure aucune cohérence à la société sinon celle des statistiques : le revenu national, le taux de croissance, l'indice des prix, le chiffre des chômeurs, le nombre des drogués, le pourcentage des suicidés et la quote-part des accidents de la route dans les décès.

Dans ce monde au plafond bas et bouché, l'homme doit désespérément réussir dans l'immédiat. Puisque l'on prétend qu'il n'y a plus de Ciel, c'est ici et maintenant que se joue la seule partie qui vaille. Il ne suffit pas de vivre, il faut vivre mieux que les autres, il faut croître à défaut de vraiment exister. On ne sait plus ce que signifie réussir sinon faire échouer les autres.

Petit à petit se constitue, sous nos yeux faussement indifférents et secrètement satisfaits, cette classe d'exclus, de chômeurs en fin de droits, de sans domicile fixe, de retraités prématurés, de sous-développés lointains, qui a l'immense mérite de ne pas nous compter parmi ses membres. La logique implacable du système consiste à priver de travail une frange de la population afin de maintenir la richesse de la société, à appauvrir certains pays pour mieux asseoir la richesse des autres. Un chômeur qui travaillerait, un pays sous-développé qui produirait, diminueraient le produit national des pays privilégiés. Car il n'y a pas assez de travail pour tout le monde : il faut que de plus en plus de gens ne travaillent plus du tout pour que de moins en moins de gens puissent travailler de plus en plus.

Un travailleur inefficace doit néanmoins être payé et son salaire renchérit d'autant les marchandises et les services produits. Il vaut mieux qu'il se croise tout à fait les bras et qu'il soit mis à la portion congrue pour servir de repoussoir aux autres. Là, il remplit son véritable rôle, celui de damné de la terre, il consomme le petit peu de biens de première nécessité qui garantissent sa survie, de ces biens que nous produisons en surabondance, pratiquement sans main d'oeuvre mais non sans générer des bénéfices pour les producteurs. Et qui le leur reprocherait? N'est-ce pas leur unique raison d'être?

A la limite, un esprit mathématique, rompu au passage à l'infini, pourrait concevoir un système technique fonctionnant sans travailleurs, grâce à des usines et des supermarchés entièrement automatisés. La société tournerait à deux vitesses : les producteurs, ceux qui possèdent l'appareil agricole, industriel et financier et qui prélèvent une rente d'autant plus élevée que la valeur ajoutée de leur travail est faible ; les chômeurs-consommateurs recevant l'aumône d'un revenu minimal d'insertion qui leur permet d'acheter les produits et de faire tourner la machine. Cette société est, sinon cohérente, du moins stable : le producteur n'a pas intérêt à affamer le consommateur de peur de ne pouvoir écouler sa production ; le chômeur n'ose pas se révolter de peur de perdre sa maigre pitance en détraquant un système impressionnant par son opacité.

Cette analyse s'impose à la réflexion de tous mais elle rejoint aussi, très curieusement, après plus d'un siècle, celle de Marx, avec quelques différences significatives : le revenu n'est plus consenti par le producteur à un travailleur mais à un chômeur ; il ne sert pas à assurer la reconstitution des forces du travailleur mais plutôt à absorber les marchandises produites. Certes, nous sommes passés d'une société de pénurie à une société d'abondance, mais nous restons obstinément dans une société à deux vitesses, tant il est vrai que dans une démocratie, tous les hommes sont égaux mais que certains sont plus égaux que d'autres, sinon la vie deviendrait vraiment impossible.

Le fantôme de Marx nous poursuit donc. Nous nous empêtrons de plus en plus dans les contradictions du libéralisme, à la différence près qu'elles sont devenues le contraire de ce que Marx croyait diagnostiquer voici plus d'un siècle. Les remèdes qu'il a proposé à l'époque se sont donc révélés pire que le mal : la dictature du prolétariat, l'appropriation des moyens de production par les travailleurs se sont réduits à un capitalisme d'Etat, le pire de tous, le plus froid de tous les monstres froids, l'oppresseur total de l'homme. La cohérence souhaitée entre l'homme et la société s'incarne mal dans un appareil d'Etat, qui exerce d'abord le pouvoir à son bénéfice exclusif, c'est-à-dire à la préservation des privilèges d'une Nomenklatura. Une structure administrative et politique, même si elle se pare d'une idéologie, ne constitue pas un projet de société, elle peut éventuellement le servir mais elle ne peut le définir. Il n'est donc pas étonnant que les sociétés communistes aient été des sociétés de pénurie : fondées sur une analyse de la pénurie, elles ne pouvaient subsister qu'en préservant leur raison d'être, leur petit fond de commerce.

Face à cette absurdité, l'Occident a eu le mérite de prouver que la pénurie n'était pas une fatalité. Pour éviter l'accession au pouvoir des partis communistes, l'objectif a été de produire à tout prix et d'éviter la constitution d'un parti d'aigris et de déçus, d'établir un filet de protection sociale, moins coûteux à financer que la répression d'émeutes. La société dans laquelle nous vivons présentement n'a donc pas d'autre cohérence que celle d'une crainte devenue sans objet. C'était un projet négatif et il est dépassé. La société flotte. L'homme divague. Où retrouver une cohérence?

Le développement technique s'est appuyé sur une culture très sommaire : la compétition entre les deux variantes libérale et communiste du productivisme. Le mécanisme destructif de l'évolution technique a fonctionné en éliminant la seconde variante. Mais il reste à fonder une culture.

Il n'existe pas de projet de société qui ne soit d'abord conçu, partagé et intériorisé par le plus grand nombre. C'est au coeur de chaque individu que se décide le destin d'une société, qui n'a pas d'existence autonome. Nous devons sortir d'un déterminisme qui consiste à produire de plus en plus avec de moins en moins de travailleurs en proposant comme seul objectif à celui qui travaille encore d'acquérir une masse d'objets, le situant au dessus des exclus.

Il faudrait (peut-être) créer une culture du plaisir et orienter le développement technique pour la satisfaire

Dans l'idéologie productiviste, l'homme ne peut se réaliser que par le travail ; son existence perd son sens lorsqu'il cesse de travailler par le chômage ou la retraite ; le travail n'a de valeur complète que s'il est rémunéré financièrement ; la part du revenu qui n'est pas indispensable pour les besoins immédiats doit être épargnée et investie de façon à augmenter la productivité du travail et la reproduction du capital. Ces injonctions sont tellement ancrées dans l'inconscient collectif des sociétés industrielles qu'il faut une véritable thérapie pour s'en distancer.

Ainsi, la valeur dominante de notre société est le travail. Cette dominance a été induite par les trois révolutions industrielles qui constituèrent un effort héroïque pour sortir de la pénurie. Or, aujourd'hui cette valeur se situe hors de portée d'une couche d'individus peu doués : la compétition ne porte plus sur l'accession aux ressources mais au travail. Selon la logique évolutive pure et dure, ces individus devraient disparaître et ne pas se reproduire. Selon la logique de l'évolution humaine, ce mécanisme brut ne devrait cependant pas jouer car nous possédons suffisamment d'exemples historiques où la protection des plus faibles a constitué un pari utile pour l'espèce.

Il nous faut donc renoncer au travail comme valeur dominante et nous tourner vers les sociétés qui ont été organisées autour d'une éthique du loisir, radicalement opposée à une éthique du travail ; l'intérêt de l'existence se situe en dehors du travail ; la réussite sociale s'affirme en échappant au statut de travailleur ; le but de l'existence est simplement le plaisir de vivre ; les valeurs essentielles sont affectives, esthétiques, passionnelles ; le revenu doit être dépensé et non capitalisé ; les dépenses se portent vers des biens somptuaires : festins, spectacles, vêtements, parures, palais, jardins, tableaux, sculptures, etc. Songeons simplement à la différence entre les peuples du Nord et du Sud de l'Europe par rapport à cette dichotomie.

Les statisticiens nous affirment que le pouvoir d'achat moyen a été multiplié par environ dix en trois siècles grâce aux trois révolutions industrielles et par un facteur deux ou trois durant les cinquante dernières années. Ce genre de calcul, fondé sur l'indice des prix, lui-même calculé à partir d'un échantillon de produits et de services, risque fort de dissimuler une constatation surprenante : la qualité de certains produits et services décroît parce qu'ils incorporent de moins en moins de main d'oeuvre et recourent de plus en plus à des procédés industriels. Durant le dernier demi-siècle, on peut observer l'évolution suivante en Suisse:

• la coupe de cheveux prélève une fraction accrue du budget d'un ménage moyen parce qu'elle ne représente que des frais de main d'oeuvre et que l'éventail des salaires s'est refermé ;

• le logement représente toujours le même poids parce qu'il incorpore beaucoup de main-d'oeuvre et que les innovations de procédés ont été relativement faibles ;

• l'alimentation prélève une fraction moindre du pouvoir d'achat dans la mesure où l'industrie agro-alimentaire a remplacé le paysannat et où la distribution a adopté des méthodes industrielles ;

•l'équipement électroménager coûte moins cher, même lorsqu'il est exprimé en francs courants, parce que sa production a bénéficié d'innovations de procédé considérables.

Le tableau est donc plus nuancé qu'il n'y paraît à première vue. A francs constants, nous gagnons plus, nous dépensons plus, nous obtenons une plus grande quantité de produits et de services mais nous ne sommes pas sûrs d'obtenir la même qualité. Certains parvenaient à s'habiller avec des costumes taillés sur mesure : c'est pratiquement impossible aujourd'hui et la tenue standard comporte le jeans, le training, les baskets parce qu'il est facile d'industrialiser leur fabrication. Le meuble fabriqué à la pièce par un ébéniste et transmis de génération en génération est remplacé par du mobilier fabriqué en série avec des matériaux de basse qualité, destiné à être jeté après quelques années d'usage. L'alimentation produite par un paysan et achetée sur un marché ne représente plus qu'une faible fraction de ce que nous mangeons aujourd'hui. Le bistrot a cédé la place à une mangeoire à hamburger débitant une alimentation strictement normalisée sur toute la planète. Le café-concert a été remplacé par le cinéma de quartier, puis par la série télévisée. Le pavillon de banlieue ou le chalet a été remplacé par l'appartement de plus en plus exigu dans un immeuble barre ou tour. Les vacances individuelles par des séjours au Club Méditerranée.

On pourrait poursuivre l'énumération mais elle suffit déjà à faire sentir où se situe la perte de qualité : un produit ou un service, incorporant beaucoup de main d'oeuvre, présentant une infinie variété de goûts, de parfums, de couleurs, de paroles, de formes, a été remplacé par des prestations standardisées, ennuyeuses par leur uniformité même. N'importe qui peut les produire, avec des machines ou avec des travailleurs peu quali-

fiés : dans le second cas, il est donc plus intéressant de délocaliser les usines ou les bureaux vers des pays pauvres à faibles salaires. L'industrialisation des biens et des produits de consommation réduit forcément la main d'oeuvre qualifiée qu'il faut mobiliser. Des hommes et des femmes qui ont placé toutes leurs espérances dans l'apprentissage d'un métier lorsqu'ils étaient jeunes, découvrent, très rapidement parfois, qu'ils n'ont plus aucune valeur sur le marché du travail. Ils l'auraient gardée si la valeur ajoutée par le travail humain n'avait pas été considérée comme insignifiante dans les statistiques, dans les choix politiques et dans les mentalités.

Certains produits sont fabriqués par l'industrie dans des conditions de coûts et de qualité qui justifient amplement le développement technique : électroménager, véhicules, télécommunications, ordinateurs, etc. D'autres produits ou services ont été abusivement industrialisés par imitation servile de cette réussite : vêtement, restauration, hôtellerie, ameublement, logement, distribution, loisirs. Tous ces secteurs constituent un espace où l'on peut décemment utiliser la main d'oeuvre aujourd'hui en voie d'exclusion.

Pour ce faire, les gouvernements disposent des outils juridiques, budgétaires, fiscaux qui permettraient de réorienter la production de ces secteurs en luttant contre leur industrialisation. Néanmoins, cela n'est possible que dans la mesure où les choix électoraux sont orientés par la culture vers d'autres valeurs dominantes que celles dont on fait aujourd'hui l'éloge.